LA LOI POUR TOUS

Consultation légales, par Letarte & Rioux, avocats du Barrreau de Québec

Avis important.—Nos correspondants que cette page intéresse sont instamment priés de tenir compte des règles suivantes établies par le Journal: 1o Seuls les abonnés peuvent bénéficier de ce service de consultations; c'est pourquoi toute demande de renseignements doit être signée, afin que nous puissions constater si le correspondant est abonné; 2o Les questions doivent être adressées directement au Bulletin; 3o Nos avocats consultants ne sont tenus de répondre qu'aux questions ordinaires, usuelles, concernant les lois qui gouvernent les choses de la vie rurale. Les cas extraordinaires, ou qui nécessiteraient une longue étude, sont choses à traiter entre le correspondant et les avocats; 4o Si le correspondant désire une réponse immédiate, par lettre, nos avocats consultants peuvent exiger des honoraires.

TAXES DE COMMERCANTS.—(Réponse à J. E. M.)—Q. Dans le cours du mois de mars une municipalité a établi par règlement des taxes sous forme de licences sur les commerçants faisant affaires dans la municipalité. Il arrive que certaines personnes d'une paroisse voisine achètent de temps à autre soit des légumes, soit du lait et vont les vendre dans la municipalité. Ces gens sont des cultivateurs qui vendent d'une façon générale les mêmes produits; tombent-ils sous le coup d'un tel règlement et sont-ils obligés de payer une telle licence?

R. L'article 700 du code municipal donne le droit aux corporations municipales d'imposer certaines sommes sur les commerçants faisant affaires dans une municipalité. Voici en effet ce que dit cet article 700.

ARTICLE 700 C. M.—"Une corporation locale peut imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tous les commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers, ou moyens de profit et d'existence, exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations, dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent, dans aucun cas, en totalité, la somme de cent piastres."

Ces droits ou taxes peuvent être plus élevés pour les personnes qui ne résident pas depuis deux mois dans la municipalité que celles qui y résident. Mais le cas particulier qui nous est soumis comporte-t-il l'application de la taxe imposée en vertu de l'article 700.

Nous ne pouvons mieux faire que de citer ici la jurisprudence établie sur ce point. Il apparaît par cette jurisprudence qu'une personne qui fait des actes de commerce, c'est-à-dire fait des actes de commerce par accident, ne tombe pas sous le coup de la loi, et par conséquent du règlement basé en vertu de la loi. C'est en effet ce qui a été décidé dans une cause de la Corporation de St-Ambroise vs Godin (5 R. J. 321). Voici ce que le Tribunal a décidé dans ce cas particulier: "Une corporation municipale a le droit d'imposer aux commerçants exerçant leur négoce dans les limites de la municipalité l'obligation de prendre des licences de commerce, mais ne peut imposer cette obligation sur les personnes qui font un acte isolé de commerce."

Nous devons conclure que si les intéressés à la présente question n'achètent que par exception, du lait et des légumes, ils ne sont pas exposés à payer la licence des commerçants. Ajoutons aussi qu'un second jugement a été plus loin, il a été décidé dans une cause de Hamel vs Corporation de St-Jean Des-Challions que dans le cas où un règlement est passé obligeant toute personne qui n'habite pas dans la municipalité à prendre une licence, et par elle-même ou par d'autres vient dans la municipalité pour exercer son commerce, offre en vente en gros et en détail, qu'un tel règlement était ultra vires, parce qu'une municipalité n'a pas le pouvoir sur les personnes qui n'habitent pas dans son territoire, parce que les dits règlements imposés sont contraires à la liberté du commerce et constituent une oppression sur la personne.

Conséquemment le règlement est nul parce qu'il n'est pas suivant le texte même de la loi, qui confère le droit de taxation.

CHEMIN RESERVE.—(Réponse à I. L.)—Q. Un homme peut-il avoir deux concessions et fournir seulement le chemin du gouvernement et celui de la seigneurie; est-il obligé de le donner vu que quelqu'un en a besoin ou bien s'il n'y est pas obligé?

R. Lorsqu'un chemin est réservé sur la terre d'un particulier pour l'utilité du public, il nous paraît qu'une personne qui a besoin de passer dans ce chemin peut exiger que le propriétaire lui permette le passage.

D'un autre côté, lorsqu'un individu possède un terrain par lequel il enclave un terrain voisin, il peut être obligé de laisser passer le propriétaire du terrain enclavé sur sa terre, mais dans ce cas, il a droit d'exiger paiement des dommages ou une certaine indemnité, aussi longtemps que le voisin passe sur sa propriété.

A PROPOS DE TAXES.—(Réponse à E. G.)—Q. Le propriétaire d'un lot de terre boisé m'offre d'y prendre du bois de chauffage et cet individu doit un compte de taxes au conseil sur ce lot. Le conseil aurait-il le droit de faire saisir mon bois si j'en prends sur ce lot?

R. Pour le paiement des taxes municipales le secrétaire-trésorier d'une municipalité a le droit de saisir et vendre les biens mobiliers qui se trouvent sur la partie de terrain qui doit la taxe, et

ensuite, s'il n'y a pas de meubles saisissables, faire saisir et vendre la terre elle-même. Cependant, si y a des doutes sur le point de savoir si le conseil pourrait saisir le bois de chauffage fait par un tiers, lorsque ce tiers a donné considération pour le bois. A tout événement, nous croyons que notre correspondant devra enlever le bois aussitôt qu'il sera coupé, afin d'éviter des ennuis à ce sujet.

SALAIRE ET PRIVILEGES.—(Réponse à A. L.)—Q. J'ai été aux services d'un cultivateur pendant un certain temps et dans le mois de février 1924, ce cultivateur m'a payé tout ce qu'il me devait, puis j'ai continué à travailler du 25 février 1924 au mois de juillet de la même année, mais je n'ai pas retiré tout mon salaire. Dans l'intervalle, parce que la terre n'était pas entièrement payée, l'ancien propriétaire a repris cette terre. Est-ce que j'ai le droit de revenir contre le propriétaire actuel de la terre pour le prix de mon travail, vu que ce dernier m'a promis qu'il me payerait cette somme. J'ai demandé paiement, et je n'ai eu aucune nouvelle? Il est à remarquer que l'ancien propriétaire de la terre a tout payé ce que le dernier propriétaire devait, excepté mes gages. Que dois-je faire?

R. Il est un premier point très important à établir, à savoir si le salaire de notre correspondant est privilégié ou non.

Il appert par l'article 2262 du Code civil que ce salaire n'est pas prescrit; en effet l'article 2262 C. C. déclare: "L'action se prescrit par un an dans les cas suivants: 1. Pour gages de domestiques de maison ou de ferme, des commis de marchands et des autres employés dont l'engagement est à la journée, à la semaine, au mois ou pour moins d'une année."

Or, les services de notre correspondant ont été fournis aux propriétaires de la ferme en deux d'un an, et par conséquent peuvent être réclamés de ce chef.

Le deuxième point à considérer est de savoir si le salaire est privilégié et ce en quoi il est privilégié. Il n'y a pas de doute que le salaire de l'ouvrier, de même que le salaire du garçon de ferme existe en vertu de l'article 1994. Cet article déclare en effet au paragraphe 9 que parmi les créances privilégiées sur les biens meubles se trouvent les gages des domestiques et des employés.

Parmi ces privilégiés, nous avons d'employés, se trouve un privilège spécial créé par l'article 1994 du Code civil.

Ces privilèges visent spécialement les personnes employées à la coupe ou à la fabrication du bois; voici en effet ce que dit l'article 1994 du Code civil: "Toute personne qui s'est engagée pour couper ou fabriquer du bois, ou à la sortie de la forêt, ou à le flotter, ou à le mettre en radeau, ou à le descendre sur les rivières ou cours d'eau, ou à pour assurer ses gages ou son salaire, privilège prenant rang avec les réclamations des créanciers d'un avis écrit, et qui a été coupé, tout le bois appartenant à la personne pour laquelle il a travaillé; et, si elle a travaillé pour un entrepreneur, sous-entrepreneur ou contre-maître, sur le bois de la personne à l'emploi de laquelle était tel entrepreneur, sous-entrepreneur ou contre-maître, mais ce privilège cesse dès que le bois est passé entre les mains d'une tierce personne qui l'a acheté, en a obtenu livraison et en a payé le prix. Ce privilège n'affecte en rien celui que les banques peuvent acquérir en vertu de l'Acte des banques."

Toutefois dans le cas où le créancier a travaillé pour un entrepreneur ou sous-entrepreneur, ce privilège n'existe qu'en faveur de celui qui a droit à donné à celui qui se trouve affecté par l'exercice de ce privilège et au débiteur ou à leurs agents ou employés, un avis écrit du montant qui lui est dû à chaque terme de paiement aussitôt que la chose peut se faire et cet avis peut être donné par un seul agent pour et au nom de tous les autres qui ne sont pas payés.

Dans le cas de contestation entre le créancier et le débiteur relativement au montant dû, le créancier doit, sans délai, en informer, au moyen d'un avis écrit, la personne affectée par l'exercice de ce droit, et ce dernier retient alors la somme en litige jusqu'à la notification écrite d'un règlement à l'amiable ou de l'adjudication en justice.

Cependant, il est bon de rappeler ici que notre correspondant, s'il a un privilège sur la propriété pour son salaire, ce privilège passe après celui du vendeur, en autant que la terre ou le fonds est concerné.

Il est vrai que notre correspondant peut tenir le propriétaire actuel responsable par le fait que celui-ci a promis de lui payer sa dette, et celui qui constitue un contrat nouveau entre le propriétaire actuel et notre correspondant, mais comme il n'y a probablement pas d'écrit, la preuve est assez difficile à faire, à moins que le propriétaire actuel n'admette la promesse qu'il a faite à l'employé de lui payer son salaire.

Le fait pour le propriétaire d'avoir payé toutes les autres dettes ne lui crée aucune obligation vis-à-vis de notre correspondant. Il serait bien important de savoir si la propriété a été remise au propriétaire actuel d'une manière légale. En effet, dans le cas où le propriétaire a repris sa possession sans que son acte ne lui en donne le droit, ou sans avoir suivi les formalités légales, notre correspondant a parfaitement le droit de poursuivre le bon pas le propriétaire actuel, mais l'ancien propriétaire, et de saisir les biens qui se trouvent actuellement en la possession du propriétaire actuel, jusqu'à concurrence du paiement de sa dette en capital et frais.

BORNAGE.—(Réponse à N. L.)—Q. Il y a vingt ans, j'ai acheté une terre où il y avait une ligne de tige et des poteaux de pique à chaque extrémité de la terre. J'ai fait de la terre neuve et j'ai mis des digues de roches chez-moi, le

VOS IMPRIMÉS POUR VOTRE COMMODITÉ nous mettons à la disposition de la clientèle de la campagne et du district, notre service d'impression. Nous sommes outillés pour exécuter tous travaux d'impressions, entre autres: FORMULES, LETTRES DE EN-TÊTES DE LETTRES, FAIRE-PART CIRCULAIRES, FACTURES, Etc., Etc. Nos prix sont modiques. Demandez cotations. Prompte livraison. LE "SOLEIL" Ltée (Département de l'imprimerie)

Fromageries, Beurrieres. Une très bonne terre un demi arpent de l'école, à vendre à l'adjudication avec ou sans roulement. S'adresser à J.-Edgar LaRoche, Fortierville, comté de Lotbinière. Sect. B 4-fs. Deux magnifiques propriétés forestières en culture à un mille de l'église à l'arpent de la beurrerie. Deux bonnes terres à vendre avec aménagement pour la culture à eau, de floraison pulvérisée à eau, deux vergers. Vendra les uns ou séparément. Pour autres renseignements à Arthur Albert immédiatement à Témiscouata. P. Q. 42-44 P05. INTERESSES.—50 belles et bonnes terres dans les comtés de Chicoutimi, et Jean, aussi lots à bâtir et maisons de pour satisfaire tous les goûts et toutes les exigences. Et spécialement à Jonquière où se trouve une grosse manufacture américaine d'allumettes. 10,000 hommes trouveront de l'emploi prochain. Conditions très avantageuses. Informations s'adresser à J.-Edgar LaRoche, Fortierville, P. Q. 41-43 X001. MAISON EN BOIS ET BRIQUE rue Blanger, 3 étages, 4 logements. Revenu \$8,000. S'adresser à 1383A St-André, P. Q. B-43. JASIN GENERAL A VENDRE: dans le nord du Bloc de la Rivière de la Rivière française Canadienne, un demi arpent de chemin de fer, à un arpent du bureau du Bureau du Bulletin de la Ferme. B 49. E DE BEURRE ET FROMAGE A Outillage moderne aussi pasteurisier, glacière, et glacière neuvaine en vernement. Capacité: 5000 lbs de lait. Ce petit magasin situé à 1 1/2 mille de la nouvelle paroisse de St-Jean-Baptiste offre avec ou sans magasin. Pour plus de renseignements s'adresser à J. Alph. Simonsin, Comté Mégantic, P. Q. B 43. S.—3 gros ruchers modernes à vendre. 2 fermes apicoles avec stock et rouilleries. Avantages extraordinaires et profit immédiat pour le comptant ou à crédit. Adresse de suite à Aimé Lafrenière, St-Basile, Côté Chamblay. B 45. DU HA! HA! été. Témiscouata, P. Q. à un demi mille de l'église quatre arpents sur trente de long, avec un circuit de sentiers, les bûches, très bon bois de charbon, porcherie et autres, avec commodités à de bonne condition. Thimothée Guérette, St-Louis du Misouana, P. Q. B 46. VENDRE.—A une dizaine d'arpents de Roton Pond, avec tout le rouillage, le grange et de maison, 30 arpents de pied de terre, très bien entretenue, avec le double de la grandeur à bien louer. Demande \$500, comptant et la livraison facile. S'adresser à Roton Pond, Cte. Shefford, P. Q. B 45. I VENDRE.—Terre de 50 acres avec deux étages, scierie, bonne remise et dans le village à deux arpents de l'église du moulin à scie et de la beurrerie, place pour un magasin et tenir hôtel. S'adresser à Théo. Beaulieu à Croix Côté Témiscouata. B 45. VENDRE.—Bonne terre avec rouillage à vendre ou à échanger pour une ferme, située dans un beau rang de la paroisse de Beauport, 3 1/2 milles de l'église, à 3 Station et à 20 arpents de la fromagerie de la paroisse. Toutes les bûches en condition. 4 arpents de large et 30 arpents de long, 80 arpents en culture et 40 arpents de feron 150 cordes de bois de pulpe et 1500 lbs de chauffage. Pour autres renseignements à Armand Latulippe, Beauceville, Côté S. Q. 41-42-43 P051. AUTOMOBILE \$6,000.—220 arpents de terre cultivée et l'autre en bois scié et en bois de chauffage, sur le rang de St-Jean, à 4 milles du village de Joseph de Sorel. Bien bâtie de maison, garage et grange. Une autre presque voisine, appartenant au même, la moitié arpent cultivée et en bois de construction, avec maison, hangar, porcherie, etc. pour \$1,500. Magasin de 28 par deux étages avec grande galerie, hangar, arpent de terre; à un arpent du moulin à Bellevue Junction, à trois milles du village de Sorel et de l'Yves de la route nationale, entouré de riches arbres et près du chemin de fer à Lévis et Saint-Hyacinthe et à \$1,200. Conditions faciles. S'adresser à Lafrenière, Sorel P. Q. pour les terres n. B-43 P. 571.

ESSEYEZ MURINE POUR LES YEUX IRRITEES PAR LE Soleil, le Vent, la Poussière et la Cendre. Ayez constamment les yeux propres et en santé, en employant MURINE. Les animaux souffrent des yeux, comme l'être humain et employez MURINE aussi pour les Chevaux, Vaches, Porcs, Chiens, et autres Animaux. Recommandé et vendu par les pharmaciens et les opticiens. Ecrivez pour avoir notre brochure sur les soins à donner aux yeux. MURINE EYE REMEDY Co 9 East Ohio St. Chicago, U. S. A.

EN VILLEGIATURE. sionnaire.—J'espère que ce matin re chose que du jambon et des mistresse de pension.—Oui, mon sionnaire.—A la bonne heure. mistresse de pension.—Il y a des ement.

Sur quoi placer, et comment. Les valeurs que nous plaçons émanent presque toutes de sociétés industrielles ou de corps publics de la province de Québec. Dans leurs catégories respectives, elles combinent le maximum de sécurité avec le maximum de rendement. Elles sont émises en titres de \$100; de \$500; et de \$1,000; pour vous permettre de réduire vos risques au minimum en divisant votre placement. Mettre de l'argent dans ces valeurs c'est aider au développement économique du Canada français, qui profitera à chacun de nous. Versailles Vidricaires Boulais, (limitée), Montréal, rue St-Jacques, Immeuble Versailles.